

Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de la Seine 2014-2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi »

Appel à manifestation d'intérêt spécifique FSE pour l'année 2015

Axe prioritaire 5 : Investir dans l'éducation et adapter les compétences

«Ecoles de la Deuxième Chance»

Date de lancement de l'appel à manifestation d'intérêt : 19/10/2015

Date limite de dépôt des candidatures : 17/12/2015 inclus

Aucune demande de subvention ne sera recevable après cette date. Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs.

Le dossier de candidature devra être transmis en ligne sur la plateforme des aides régionale accessible via le site web de la Région dédié aux financements européens : <http://europeidf.fr>

Les envois par mail ne sont pas acceptés.

Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

A NOTER : Les projets retenus dans le cadre de l'appel à projet du volet urbain du Programme opérationnel régional FEDER-FSE 2014-2020¹ (Investissements Territoriaux intégrés ou ITI) ou bénéficiant de fonds européens dans le cadre de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) ne pourront pas être cofinancés par le présent appel à manifestation d'intérêt.

¹ POR FEDER-FSE 2014-2020

Sommaire

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET	3
II. TYPES DE PROJETS SOUTENUS	3
III. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS SOUTENUS	4
A/ ORGANISMES ELIGIBLES A L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET	4
B/ PUBLICS VISES	4
C/ TERRITOIRE	4
D/ MONTANT ET TAUX D'INTERVENTION DE L'AIDE FSE	4
E/ COFINANCEMENTS	4
F/ TEMPORALITE DU PROJET	5
G/ RESPECT DES CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS RECEVABLES ET DES REGLES APPLICABLES AUX ORGANISMES BENEFICIAIRES.	5
IV. DETERMINATION DU NIVEAU DE FINANCEMENT	5
V. CRITERES DE SELECTION.....	6
VI. CALENDRIER ET MODALITES DE DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION.....	6
VII. CONFIDENTIALITE	7
ANNEXES	8
ANNEXE 1 : CADRE REGLEMENTAIRE DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET	8
ANNEXE 2 : REGLES APPLICABLES AUX ORGANISMES BENEFICIAIRES DE FONDS EUROPEENS STRUCTURELS D'INVESTISSEMENT (FESI)	9
1/ TRANSPARENCE COMPTABLE	9
2/ RESPECT DES REGLES RELATIVES A LA COMMANDE PUBLIQUE	9
3/ RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX AIDES D'ÉTAT	9
4/ RECOURS AUX OPTIONS DE COUTS SIMPLIFIES	9
5/ EVALUATION ET SUIVI DES DONNEES RELATIVES AUX BENEFICIAIRES / PARTICIPANTS	11
6/ COMMUNICATION EUROPEENNE	12
7/ CONTROLE ET TRANSMISSION DES PIECES	13
8/ CONSERVATION DES PIECES	13
9 CAPACITE FINANCIERE DE L'ORGANISME PORTEUR DE PROJET	13
10/ CAPACITE ADMINISTRATIVE DE L'ORGANISME PORTEUR DE PROJET	13
11/ PRINCIPES HORIZONTAUX	13
ANNEXE 3 : SYNTHESE DES DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES FEDER/FSE	14
ANNEXE 4 : LISTE DES INDICATEURS RELATIFS A L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET «ÉCOLES DE LA DEUXIEME CHANCE»	15
ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRES DE RECUEIL DES DONNEES RELATIVES A LA SITUATION DES PARTICIPANTS	16

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Pour la période 2014-2020, les fonds européens structurels et d'investissement constituent un important potentiel d'effet levier pour la mise en œuvre des politiques publiques régionales visant à la cohésion économique et sociale et la solidarité au sein de l'Île-de-France.

En ce sens, la Région Ile-de-France a choisi d'élaborer un programme opérationnel FEDER-FSE (POR) visant à favoriser une synergie des fonds et une approche intégrée afin de tendre vers une croissance intelligente, durable et inclusive.

Concernant la croissance inclusive, ces orientations se sont traduites dans le programme opérationnel régional FEDER-FSE francilien adopté le 18 décembre 2014 par une dotation de 169 millions d'euros de crédits FSE attribuée à la formation des demandeurs d'emploi et à l'adaptation des compétences au marché du travail (priorité d'investissement 10.3 de l'axe 5 du POR), soit 57,53 % des crédits FSE de l'ensemble du programme opérationnel.

Plus spécifiquement, le programme opérationnel régional FEDER-FSE de la Région Ile-de-France et du bassin de la Seine prévoit la possibilité d'un cofinancement par le Fonds Social Européen des Ecoles de la Deuxième Chance au titre des actions d'accompagnement des jeunes franciliens vers la qualification et l'emploi de l'objectif spécifique n° 8 : Augmenter l'employabilité et la qualification des franciliens sans emploi.

En effet, de par leur vocation à permettre aux jeunes, âgés de 16 à 25 ans ayant quitté le système scolaire sans diplôme ou sans qualification, de s'insérer professionnellement et socialement, les Ecoles de la Deuxième Chance s'inscrivent pleinement dans la logique du POR FEDER-FSE.

Le présent appel à manifestation d'intérêt mobilise une dotation maximale de crédits FSE de 2 000 000 € au titre de cette priorité.

II. TYPES DE PROJETS SOUTENUS

Cet appel à manifestation d'intérêt à vocation à financer des **actions nouvelles et complémentaires**² par rapport aux activités habituelles des Ecoles de la Deuxième chance.

Lors du dépôt de son dossier sur la plateforme dédiée, le porteur devra expliciter dans le champ « Principales actions présentées » sur la page « Description du projet » le caractère nouveau et complémentaire des actions proposées au regard de son activité habituelle.

Plus spécifiquement, les actions soutenues viseront :

- L'élaboration d'un premier projet d'insertion professionnel.
- Le développement de coopérations locales avec les acteurs de la formation et de l'insertion,
- La construction d'un partenariat privilégié avec les entreprises afin de favoriser l'alternance durant la formation et l'accès à l'emploi à l'issue de la formation,
- La réduction du taux d'abandon en cours de formation,

² A titre d'exemple, une action nouvelle peut consister dans la mise en place d'un accompagnement spécifique tourné vers l'entreprise d'un groupe de bénéficiaires résidant dans un quartier précis relevant de la nouvelle géographie prioritaire.

- L'amélioration des sorties positives vers l'emploi ou la formation,
- L'accès à la formation des publics prioritaires, notamment des jeunes habitants dans des quartiers considérés comme prioritaires au titre de la politique de la ville,

Les projets ne s'inscrivant pas dans les actions présentées ci-dessus seront déclarées irrecevables.

Les financements européens dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt sont exclusivement attribués à des opérations individuelles. Ainsi, aucune participation ne peut être accordée à des organismes requérant l'accès à une convention de subvention globale.

III. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS SOUTENUS

Le service Gestion des Fonds Européens (GFE) de la Direction des financements européens (DFE) en lien avec la Direction de la formation professionnelle procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type après la clôture de l'appel à manifestation d'intérêt sur la plateforme des aides régionales. Il vérifie le respect, par le porteur de projet, des conditions de recevabilité de sa demande de financement. **Le non-respect d'une des conditions de recevabilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable.**

A/ Organismes éligibles à l'appel à manifestation d'intérêt

Les organismes éligibles au titre de cet appel à manifestation d'intérêt sont les Ecoles de la Deuxième Chance implantées en Île-de-France.

Ne sont pas éligibles les organismes financés par le Programme opérationnel régional 2014-2020 au titre des Investissements territoriaux intégrés ou de l'Initiative emploi jeunes). Ce critère exclusif ne vaut pas pour les financements de droit commun par la Région.

B/ Publics visés

Les projets soutenus s'adressent aux jeunes de 16 à 25 ans en difficulté, ayant quitté le système scolaire sans diplôme ou sans qualification.

C/ Territoire

Les projets doivent être réalisés sur le territoire de l'Île-de-France.

D/ Montant et taux d'intervention de l'aide FSE

Le montant minimum de participation du FSE sur un projet est fixé à **23 000 €** par tranche annuelle.

Le taux d'intervention minimum du FSE sur un projet est fixé à **20%** du coût total éligible.

Le taux d'intervention maximum du FSE sur un projet est fixé à **50%** du coût total éligible.

E/ Cofinancements

Le Fonds Social Européen ne peut couvrir l'intégralité des coûts du projet. Le plan de financement devra donc obligatoirement faire apparaître au moins un cofinancement public ou privé, ou un autofinancement de l'organisme porteur de projet.

Si les cofinancements mobilisés couvrent un périmètre plus large que le projet soutenu au titre du FSE, le porteur de projet devra expliquer la clé de proratisation utilisée pour calculer la part de chaque cofinancement affectée au projet soutenu par le FSE.³

F/ Temporalité du projet

Les actions pourront se dérouler entre le 2 janvier 2015 et le 31 décembre 2015. La période de réalisation des projets ne peut pas être supérieure à 12 mois.

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide. La date d'achèvement s'entend comme la date la plus tardive entre l'achèvement physique de l'opération et la date d'émission de la dernière facture.

G/ Respect des critères d'appréciation des projets recevables et des règles applicables aux organismes bénéficiaires.

Les porteurs de projets devront répondre aux obligations communautaires et nationales précisées en annexes et s'assurer dès l'amont du projet de leur capacité à respecter les règles applicables aux organismes bénéficiaires de Fonds européens structurels d'investissement présentées en annexe.

IV. DETERMINATION DU NIVEAU DE FINANCEMENT

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par les règlements UE n° 1301/2013 et n°1303/2013 du 17 décembre 2013, et par le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (en cours de finalisation) ;
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme ;
- Elles doivent être justifiées par des pièces probantes ;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion⁴;

³ Pour justifier la proratisation du cofinancement, les cofinanceurs devront fournir une attestation de cofinancement précisant la part qu'il peut / doit consacrer à l'opération sur le budget global / annuel de fonctionnement. A défaut de justificatif émanant du financeur, le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable du porteur de projet justifie par tout moyen comptable la part d'une subvention consacrée à l'opération. Cette justification sera appréciée et validée par l'autorité de gestion.

⁴ Conformément à l'article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes.

- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide⁵ ;
- Le projet et les dépenses qui lui sont afférentes ne sont pas présentées par le porteur de projet au titre d'un autre fond ou d'un autre dispositif européen ;
- Un plafond maximum de la rémunération pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre du FSE est fixé à 122 800 €⁶ de salaire annuel brut chargé. Les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FSE.
- Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles.
- Une dépense est éligible au FSE si elle a été effectivement payée entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023, sous réserve qu'un dossier de demande complet, conformément aux dispositions en vigueur, ait été reçu par l'autorité de gestion avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

V. CRITERES DE SELECTION

Si l'éligibilité de la demande de financements européen est avérée, le service GFE transmet la demande de financement à la Direction de la formation professionnelle afin qu'un avis en opportunité, structuré notamment selon les critères de sélection énoncés ci-dessous, puisse être émis :

- Les références en matière d'accompagnement vers l'emploi des jeunes sans qualification et de construction et d'animation d'un réseau partenarial ;
- La cohérence de l'action présentée avec l'activité générale de l'Ecole de la Deuxième Chance ;
- Le caractère innovant des projets en matière d'accompagnement vers la formation et l'emploi, et leur qualité technique ;
- La contribution du projet aux objectifs de réalisations et de résultats fixés au titre du cadre de performance du programme régional ;
- Les moyens humains, matériels et financiers mis en œuvre.

VI. CALENDRIER ET MODALITES DE DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'appel à manifestation à destination des groupements de créateurs est le suivant :

- **19/10/2015** : publication de l'appel à manifestation d'intérêt sur le site web de la Région dédié aux financements européens www.europeidf.fr
- **17/12/2015** : date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention sur la plateforme des aides régionales de la Région Ile-de-France.
- **Février et mars 2016** : Instruction des dossiers par la direction des financements européens et la direction de la formation professionnelle de la Région Ile-de-France.

⁵ Conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes ;

⁶ Le montant de 122 800 € est calculé sur la base d'un salaire ne dépassant pas 1,5 fois le salaire moyen d'un cadre (dirigeant ou non), calculé en salaire annuel brut chargé (toutes charges comprises, le taux de cotisation patronale obligatoire étant estimé à 42% en moyenne) et au regard du rythme d'augmentation du salaire moyen des cadres au cours de la dernière année (1,6%).

- **Avril 2016:** Présentation à la Commission consultative des élus et au Comité régional de programmation des dossiers pour notification de la décision.
- **Avril 2016 :** Signature des conventions bilatérales.

Les porteurs de projets pourront être accompagnés vers le dépôt de leur dossier de demande de subvention par la cellule ingénierie de projet et animation territoriale de la Direction des financements européens de la Région Île de France sur demande envoyée à :

contact-FEDER-FSE@iledefrance.fr

Les documents types à joindre au dossier de demande de subvention sont téléchargeables sur le site : www.europeidf.fr

Le dossier de candidature devra être transmis, avant le **17/12/2015** sur la plateforme des aides régionales de la Région Île de France permettant le dépôt de dossiers de demande de subvention dématérialisés : <https://par.iledefrance.fr/>

Les envois par mail ne sont pas acceptés et tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

VII. CONFIDENTIALITE

La Région Ile-de-France s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats.

ANNEXES

Annexe 1 : Cadre réglementaire de l'appel à manifestation d'intérêt

Le présent appel à manifestation d'intérêt s'inscrit notamment dans les obligations issues des textes suivants :

- Règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents
- Règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen
- Règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.
- Décret. fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020 (version stabilisée au 13 janvier 2015 / décret non paru)
- Décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013

Annexe 2 : Règles applicables aux organismes bénéficiaires de Fonds européens structurels d'investissement (FESI)

1/ Transparence comptable

Tous les bénéficiaires d'une subvention européenne doivent être en capacité d'isoler au sein de leurs comptabilités générales, les charges et les produits liés à l'opération. Le porteur s'engage donc à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate. Un système extra-comptable par enlissement des pièces justificatives originales peut être retenu (ou leur copie, si le porteur est doté d'un comptable public). Ces pièces doivent être conservées jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles.

2/ Respect des règles relatives à la commande publique

Si le porteur est soumis au Code des marchés publics ou à l'ordonnance de n°2005-649 du 6 juin 2005, l'opération fera l'objet d'un contrôle de régularité de la commande publique. En effet, le respect des règles de la commande publique est une des conditions de l'éligibilité aux Fonds européens structurels et d'investissements (FESI) quelle que soit la nature de l'achat (travaux, fournitures, services) et le montant, en vue de justifier la sélection de l'offre la plus avantageuse selon des critères prédéfinis.

3/ Respect de la réglementation relative aux aides d'Etat

Les organismes intervenant dans le champ concurrentiel au sens des textes réglementaires sont soumis à la réglementation européenne sur les aides d'Etat aux entreprises. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors de l'instruction des demandes d'aides.

Dans cette attente, le porteur peut se référer à la documentation figurant à cette adresse : <http://www.europe-en-france.gouv.fr/Centre-de-ressources/Aides-d-etat>

4/ Recours aux options de coûts simplifiés

La possibilité de recourir à des options de coûts simplifiés a été introduite par la Commission européenne afin de réduire d'une part le risque d'erreur dans les déclarations de coûts, et d'autre part la charge administrative pesant sur les porteurs de projet.

La Région Île-de-France, autorité de gestion, autorise l'utilisation d'un taux forfaitaire de 15% des frais de personnels directs pour calculer les coûts indirects (article 68-1b du règlement général n° 1303/2013).

Pour mémoire :

- Les coûts directs sont les coûts directement liés à une activité particulière de l'organisme, dont le lien avec cette activité particulière peut être démontré (par exemple via un pointage horaire direct).
- Les coûts indirects sont généralement des coûts qui ne sont pas ou ne peuvent pas être liés directement à une activité particulière de l'organisme en question. Ces coûts peuvent comprendre les dépenses administratives, pour lesquelles il est difficile de déterminer avec précision la somme attribuable à une activité particulière.
- Les frais de personnel sont les coûts résultant d'une convention entre employeur et employé, ou de contrats de service pour personnel externe (à condition que ces coûts soient clairement identifiables). Par exemple, si un bénéficiaire fait appel aux services d'un formateur externe

pour ses formations internes, la facture doit identifier les différents types de coûts. Le salaire du formateur sera classé dans la catégorie des frais de personnel externe. Cependant, le matériel pédagogique, par exemple, ne pourra pas être pris en compte. Les frais de personnel comprennent la totalité de la rémunération, y compris les prestations en nature conformes aux conventions collectives, versée aux personnes en contrepartie d'un travail lié à l'opération. Ils comprennent également les impôts et les contributions des salaires à la sécurité sociale (premier et deuxième pilier, troisième pilier seulement si prévu par convention collective) ainsi que les contributions sociales obligatoires et volontaires de l'employeur. Les frais de voyage professionnels ne sont, par contre, pas considérés comme des frais de personnel. Les indemnités ou salaires versés au profit de participants aux opérations du FSE ne sont pas considérés comme des frais de personnel non plus.

Dans le cadre du présent appel à projets, les candidats devront procéder au calcul des coûts indirects éventuels de l'opération sur la base de ce taux forfaitaire de 15%.

Exemple de financement à taux forfaitaire 15% pour les coûts indirects :

Le projet de budget s'établit comme suit :

Frais de personnels directs : 30 000 euros	Coûts indirects = 15% des frais de personnels directs : 4500 euros
<u>Autres coûts directs éligibles</u> : 15 000 euros (dont par exemple information/publicité...)	Total des coûts éligibles : 49 500 euros

Piste d'audit applicable :

Catégories de coûts éligibles sur la base desquelles le taux de 15 % sera appliqué pour calculer les montants admissibles <i>Dans cet exemple, les autres dépenses supportées par le porteur de projet constituent des dépenses supplémentaires potentiellement éligibles</i>	Frais de personnel directs: • définition claire des frais de personnel; • preuve des coûts salariaux (fiches de paie, relevé des heures de travail le cas échéant, conventions collectives justifiant les prestations en nature le cas échéant, facture détaillée du fournisseur externe).
Taux forfaitaire	Le document énonçant les conditions de soutien comportera une référence à l'article 68, paragraphe 1, alinéa b) du RPDC.
Catégories de coûts éligibles qui seront calculées avec le taux forfaitaire	Aucune justification n'est nécessaire.
Catégories de coûts éligibles auxquelles le taux n'est pas appliqué	Les autres coûts directs comme les frais

et qui ne sont pas calculées avec le taux forfaitaire	d'hébergement et de voyage, les repas, les informations et la publicité devraient être justifiées au moyen des factures et preuves de prestation appropriées le cas échéant.
--	---

Pour la détermination des frais de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération, les candidats pourront établir le taux horaire en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures, conformément aux dispositions de l'article 68-2 du règlement général n° 1303/2013.

Règle applicable **uniquement** au FSE :

Conformément à l'article 14 paragraphe 4 du Règlement (CE) n°1304/2013 relatif au Fonds social européen, le recours aux coûts unitaires, montants forfaitaires ou financements à taux forfaitaires est obligatoire pour les petites opérations. Ces petites opérations sont définies comme « des subventions et une assistance remboursable pour lesquelles le soutien public ne dépasse pas 50 000 euros ». Le terme de « soutien public » au sens de l'article 14 n'inclut ni la contribution publique fournie par le bénéficiaire, le cas échéant, ni les indemnités ou salaire versés par un tiers au profit des participants.

Exemple (propre au FSE):

Le projet de budget d'un organisme pour une opération au cout total éligible de 70 000 EUR est le suivant:

- Financement public national 10 000 EUR
- FSE 35 000 EUR
- Autofinancement 15 000 EUR
- Indemnités aux participants payées par le service public de l'emploi 10 000 EUR

Total du plan de financement 70 000 EUR

Malgré un financement total de 70 000 EUR, ce projet s'inscrit dans la catégorie de projets pour lesquels les couts simplifiés sont obligatoires :

L'auto financement (15 000 EUR) d'un organisme public n'est pas pris en compte lorsque l'on détermine le soutien public verse au bénéficiaire.

Les indemnités aux stagiaires payées par le service public de l'emploi (10 000 EUR) ne sont pas comptées non plus étant donné qu'ils sont versés par un tiers aux participants.

Le soutien public s'élève donc au total de (35 000 EUR + 10 000 EUR =) 45 000 EUR, ce qui est inférieur au seuil de 50 000 EUR.

5/ Evaluation et suivi des données relatives aux bénéficiaires / participants

Les dispositions en matière de suivi et d'évaluation ont été renforcées dans le cadre de la programmation 2014-2020. L'objectif est de s'assurer que des données fiables seront disponibles et pourront être agrégées au niveau européen. Les travaux d'évaluation seront concentrés sur la mesure de l'efficacité et de l'impact des fonds européens structurels et d'investissement.

Le porteur de projet s'engage à communiquer à l'autorité de gestion les éléments suivants, concernant l'évaluation et le suivi de l'action qu'il met en œuvre :

- Le porteur de projet est tenu de saisir un certain nombre d'indicateurs prévisionnels de réalisation au moment du dépôt de son dossier sur la Plateforme des Aides Régionales (cf. annexe 3). Ces indicateurs, fixés dans le Programme opérationnel régional et dans le présent appel à projets, devront être actualisés à l'issue de l'opération. En l'absence de saisie des indicateurs réalisés, le solde de la subvention ne pourra être versé ;
- Lors de chaque demande de versement (acompte ou solde), des fichiers de reporting (téléchargeables sur la plateforme des aides régionales) doivent obligatoirement être communiqués par le porteur de projet à l'autorité de gestion ;
- La liste des entreprises ayant participées à l'action doit obligatoirement être transmise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion à l'issue de l'action, lors de la demande de versement du solde de la subvention ;
- Des questionnaires sont mis à la disposition des porteurs de projets (cf. annexe 4). Ces questionnaires permettent d'identifier les données qui seront demandées par l'autorité de gestion. Ils doivent être remplis et conservés par les bénéficiaires de la subvention européenne ;

La non-communication de ces éléments sera susceptible d'entraîner le non versement du solde et le reversement des acomptes. L'ensemble des documents exigés par l'autorité de gestion est disponible en téléchargement sur le site europe.iledefrance.fr ainsi que sur la plateforme des aides régionales.

6/ Communication européenne

Les bénéficiaires de subventions des Fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

- Apposer les logos suivants sur tous les supports interne et externe de son projet (courrier, supports pédagogiques, brochures, pages internet, bloc signature d'email, affiches, supports de communication, etc.) :
 - L'emblème de l'Union européenne avec la mention « Union européenne » en-dessous ;
 - Le logo « L'Europe s'engage en Ile-de-France » ou avec le fonds associé si besoin « L'Europe s'engage en Ile-de-France avec le FEDER ou le FSE ou le FEADER »
 - Pour « L'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) », le logo spécifique « L'Europe s'engage pour l'Emploi des Jeunes » ;
- Mentionner, en toutes lettres, une phrase indiquant le cofinancement du FESI à côté des logos et emblèmes : « (intitulé du projet) est cofinancé par (nom du fonds) dans le cadre du (nom du programme européen). » ;
- Dédier une page, sur le site web relatif au projet le cas échéant, décrivant l'opération et l'apport communautaire ;
- informer les participants et le public concernés par l'opération de la participation communautaire ;
- Apposer une affiche (minimum A3) (pour toutes opérations dont le montant de l'aide publique totale < à 500 000 €) à l'entrée du bâtiment de façon permanente et dans un endroit bien visible. Il est possible de disposer des affiches ailleurs dans vos locaux en complément ;
- Apposer un panneau d'affichage temporaire de dimensions importantes (pendant la mise en œuvre des opérations FEDER dont le montant de l'aide publique totale > à 500 000 €) ;

- Informer, par un courrier officiel, les personnels dont tout ou partie du salaire est pris en charge par le FEDER ou le FSE ;
- Autoriser la Région Île-de-France et la Commission européenne à communiquer sur les projets, les bilans et les résultats.

Ces obligations et leurs modalités de mise en œuvre seront précisées aux porteurs de projets au moment du conventionnement.

7/ Contrôle et transmission des pièces

Les opérations cofinancées par les fonds européens sont soumises à différents niveaux de contrôle. Avant chaque versement d'acompte ou de solde, un contrôle de service fait sera opéré par les services de la Région ou toute personne mandatée par elle, sur la base du bilan transmis par le porteur de projet. En outre des visites sur places programmées ou imprévues seront réalisées par l'autorité de gestion.

Par ailleurs, le porteur de projet devra également se soumettre à l'ensemble des contrôles en cours ou postérieurs à la réalisation de l'opération qui seront effectués par les services de la Région ou par toute autre autorité nationale et communautaire.

Pour l'ensemble de ces contrôles, il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la conformité de la réalisation de l'opération aux conditions contractuelles, la régularité et l'éligibilité des dépenses et des ressources ainsi que le respect des obligations de communication et de publicité.

8/ Conservation des pièces

Le porteur de projet s'engage à conserver les justificatifs de paiement et tous les documents permettant d'attester de la réalisation de l'action pendant une période de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération.

En cas de constat d'irrégularité, un contrôle des justificatifs comptables correspondant aux dépenses indirectes déclarées, susceptible de porter sur l'ensemble de la comptabilité de la structure bénéficiaire, pourra être effectué.

9 Capacité financière de l'organisme porteur de projet

Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables (solvabilité, indépendance financière, capacité d'autofinancement).

L'objectif est de concentrer le cofinancement du FSE sur les actions du projet et non sur les frais de fonctionnement de la structure.

10/ Capacité administrative de l'organisme porteur de projet

Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution administratives de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une aide du FSE.

11/ Principes horizontaux

Les opérations sélectionnées doivent prendre en compte les principes horizontaux du programme opérationnel régional FEDER-FSE pour l'Île-de-France et le bassin de la Seine : développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes.

Annexe 3 : Synthèse des dépenses éligibles et non éligibles FEDER/FSE

SYNTHESE DES DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES FEDER / FSE ⁷	
Tous les fonds	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de personnel * ; - Dépenses de déplacement, restauration et hébergement des participants ; - Dépenses d'amortissement (3 conditions) ; - Dépenses de conseil, d'expertise juridique, technique, comptable et financière ; - Dépenses de location ; - Dépenses directes de sous-traitances ; - Dépenses liées à l'obligation européenne de publicité ; - Dépenses d'échange électronique de données dématérialisées ; - Contributions en nature ; - Dépenses indirectes (en respect des options de coûts simplifiés) ; - TVA et autre taxes non déductible. 	<ul style="list-style-type: none"> - Amendes, pénalités financières, frais de justices et de contentieux, exonération de charge ; - Frais débiteurs, agios et autres charges financières ; - TVA déductible, compensée ou récupérable ;
FSE ⁸	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses acquittées par un organisme tiers (régies par des dispositions spécifiques) dûment justifiées ; - Allocations et aides individuelles versées aux participants ; - Primes à la création d'activité versées aux participants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Achat d'infrastructures, de terrains ou d'immeubles. - La rémunération des stagiaires

* Les charges de personnel mobilisées seront retirées de l'assiette des dépenses éligibles quand les personnes affectées à la réalisation de l'opération consacrent moins de 7% de leur temps de travail annuel à l'action cofinancée.

De plus, les salaires des agents affectés à des fonctions supports (direction, secrétariat, ressources humaines, comptabilité,...) sont inéligibles.

⁷ Conformément à l'article 69-3 du règlement communautaire 1303/2013 relatif à la mise en œuvre des FESI et au décret d'éligibilité des dépenses.

⁸ Conformément à l'article du règlement communautaire 1304/2013 relatif au FSE FESI et au décret d'éligibilité des dépenses.

Annexe 4 : Liste des indicateurs relatifs à l'appel à manifestation d'intérêt «Ecoles de la deuxième chance»

Liste des indicateurs du programme opérationnel régional FEDER-FSE relatifs à l'appel à manifestation d'intérêt – écoles de la deuxième chance»

Axe n°5 Investir dans l'éducation et adapter les compétences

OS 8 : Augmenter l'employabilité des franciliens sans emploi

Intitulé de l'indicateur	Type d'indicateur	Données à recueillir*
Chômeurs y compris les chômeurs de longue durée	Réalisation	Situation dans l'emploi (chômage ou autre, durée de chômage)
Moins de 25ans	Réalisation	Age du participant
Titulaires d'un diplôme de niveau V ou infra V	Réalisation	Niveau de diplôme
En situation de handicap	Réalisation	Situation de handicap des participants
Sous main de justice	Réalisation	Situation judiciaire/juridique des participants
Participants obtenant une qualification au terme de la formation	Résultat	Qualification obtenue à la sortie de la participation
Moins de 25ans	Résultat	Age du participant
Titulaires d'un diplôme de niveau V ou infra V	Résultat	Niveau de diplôme
En situation de handicap	Résultat	Situation de handicap des participants
Sous main de justice	Résultat	Situation judiciaire/juridique des participants
Participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation	Résultat	Situation à la sortie de la participation (enseignement? Formation?)
Moins de 25ans	Résultat	Age du participant
Titulaires d'un diplôme de niveau V ou infra V	Résultat	Niveau de diplôme
En situation de handicap	Résultat	Situation de handicap des participants
Sous main de justice	Résultat	Situation judiciaire/juridique des participants
Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant au terme de leur formation	Résultat	Situation des participants sous l'angle emploi
Moins de 25ans	Résultat	Age du participant
Titulaires d'un diplôme de niveau V ou infra V	Résultat	Niveau de diplôme
En situation de handicap	Résultat	Situation de handicap des participants
Sous main de justice	Résultat	Situation judiciaire/juridique des participants

* Les données à recueillir pour compléter l'indicateur correspondant sont transposées en questions à poser aux participants dans les "questionnaires participants"

Annexe 5 : Questionnaires de recueil des données relatives à la situation des participants



Appel à **manifestation d'intérêt** FSE – Année 2015

Axe prioritaire 5 : Investir dans l'éducation et adapter les compétences

Objectif spécifique 8 : Augmenter l'employabilité et la qualification des franciliens sans emploi

Ecoles de la Deuxième Chance

Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE. Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération :

N° convention FSE :

Date d'entrée dans l'opération :/...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

Coordonnées du participant

NOM (en capitales) :

PRENOM (en capitales) :

Date de naissance :/...../..... (jj/mm/année) Sexe : homme ☐ femme ☐

Commune de naissance (avec code postal, 99999 si à l'étranger) :
.....

Adresse à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) :
.....

Code postal : Commune :

Numéro de téléphone (mobile) :

Numéro de téléphone (domicile) :

Courriel :@.....

Question 1. Statut sur le marché du travail à l'entrée dans l'action

- ☐ En emploi (salarié, à votre compte, indépendant)
- ☐ Au chômage en recherche active d'emploi Durée de la recherche : (nombre de mois)
- ☐ Inactif en formation ou à l'école
- ☐ Inactif ni en formation et ni à l'école

Question 2. Quel est le plus haut niveau de diplôme atteint ou l'année d'études la plus élevée à l'entrée dans l'action ?

- ☐ Inférieur à l'école primaire, vous n'êtes jamais allé à l'école
- ☐ 6e à 4e ou formation préprofessionnelle de 1 an (Niveau VI)
- ☐ 3e ou 4e-3e techno. ou < terminale de 2nd cycles courts professionnels (Niveau Vbis)
- ☐ Abandon avant terminale, terminale de 2nd cycles courts pro (Niveau V)
- ☐ Classe terminale, abandon post bac, niveau bac (Niveau IV)
- ☐ Diplôme bac +2 (Niveau III)
- ☐ Diplôme supérieur au bac + 2 (Niveaux II et I)

Question 3. Situation du ménage

4a. Vivez-vous dans un ménage où personne n'est en emploi ?

- ☐ Oui → 3b. Si oui, y'a-t-il des enfants à charge dans ce ménage ? Oui ☐ Non ☐
- ☐ Non

4b. Vivez-vous dans une famille monoparentale avec des enfants à charge ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Question 4. Avez-vous une reconnaissance officielle d'un handicap (allocation, pension ou carte d'invalidité...) ?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Question 5. Etes-vous allocataire de minima sociaux (RSA, allocation spécifique de solidarité, allocation aux adultes handicapés)?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Question 6. Etes-vous sans domicile fixe ou confronté à l'exclusion de votre logement ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Ne souhaite pas répondre / ne sait pas

Question 7. Un de vos deux parents est-il né à l'étranger ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Ne souhaite pas répondre / ne sait pas

Appel à **manifestation d'intérêt** FSE – Année 2015

Axe prioritaire 5 : Investir dans l'éducation et adapter les compétences

Objectif spécifique 8 : Augmenter l'employabilité et la qualification des franciliens sans emploi

Ecoles de la deuxième chance

Questionnaire de recueil des données à la sortie des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE. Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération :

N° convention FSE :

Date de sortie dans l'opération : (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

Coordonnées du participant

NOM (en capitales) :

PRENOM (en capitales) :

Date de naissance : (jj/mm/année) Sexe : homme ☐ femme ☐

Adresse à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) :

.....

Code postal : Commune :

Numéro de téléphone (mobile) :

Numéro de téléphone (domicile) :

Courriel :@.....

Question 1. Avez-vous suivi la formation jusqu'à la fin?

- ☐ Oui
- ☐ Non

Question 2. Qualification obtenue à la fin de la formation

Avez-vous obtenu une qualification au terme de votre formation ?

- ☐ Oui

Si oui, laquelle ?

Niveau :

- ☐ Niveau V (CAP, BEP...)
- ☐ Niveau IV (Bac)
- ☐ Niveau III (BTS, Deug, DUT...)
- ☐ Niveaux II et I (Master...)
- ☐ Non

Question 3. Situation au terme de la formation

- ☐ Vous suivez un enseignement ou une formation au terme de votre participation

Si oui, lequel/laquelle ?

- ☐ Vous êtes en recherche d'emploi sans suivre de formation

- ☐ Vous avez trouvé un emploi à la fin de votre formation

Si oui, de quel type ? (Une seule réponse possible)

- ☐ activité indépendante, création d'entreprise
- ☐ emploi durable (CDI ou CDD de + de 6 mois)
- ☐ emploi temporaire (intérim, CDD de moins de 6 mois)
- ☐ emploi aidé